

Haiti Digital Summit

Discours du Recteur Jacky Lumarque
12 mars 2022
Université Quisqueya

Cet exercice est une provocation. Peut-être même une subversion.

Comment pouvez-vous, osez-vous dans un environnement pareil vous réunir pour parler de production digitale, de transformation digitale, d'inclusion digitale ?

Vous n'avez pas noté que vous êtes dans une économie mourante :

- Trois ans de récession, donc dépression totale, et sans perspective rassurante ;
- Faillites en cascade, petites, moyennes et grandes entreprises sans parler de ces millions d'opérateurs informels qui représentent plus de 75% de la force de travail occupée ;
- Des dizaines de milliers d'emplois perdus venus s'ajouter à un chômage de masse ;
- Décapitalisations en série, pas seulement d'actifs mais aussi de capital humain (puisque tout le monde s'en va ou cherche à s'en aller) ;
- Un cadre de vie où la vie est menacée au quotidien et dans lequel le lien social tend à disparaître (on ne rend plus visite aux amis, plus de café ensemble, etc.)
- L'émergence dangereuse d'une nouvelle économie que l'on peut qualifier d'économie politique de l'insécurité, rassemblant opérateurs informels mais aussi formels (des institutions publiques et même privées y contribuent), mais plus dangereusement obtenant l'acceptation et l'adaptation d'importantes ONG et d'agences internationales qui développent plans et stratégies d'accommodement comme si cette situation était le nouveau mode de stabilité d'Haïti.

Vous êtes, par ailleurs, sous l'emprise d'un système politique bloqué, dans lequel les institutions garantes de l'État sont devenues de vrais zombies.

Vous êtes sous l'emprise d'un pouvoir exécutif de facto, sans mandat, sans échéance, sans projet, sans aucun autre contre-pouvoir. Où les dirigeants font semblant de diriger mais ne dirigent rien. Par contre, les ressources publiques englouties, ce n'est pas du faux semblant.

En vérité, un tel environnement ne prédispose personne à tenir aujourd'hui ce genre de conversation dans un forum pour débattre de l'économie digitale. Vous ouvrez la perspective de nouveaux emplois, de nouveaux produits, de nouveaux procédés, de nouvelles règles managériales, et surtout de nouveaux marchés (loin, loin, par delà les marchés locaux sans pouvoir d'achat réel).

Cette activité, je dis, est à contre-courant du vent qui souffle sur notre société.

Expliquez-moi donc.

J'entretiens depuis un peu plus d'un mois avec Youri plusieurs conversations ; celles-ci sont structurées, équilibrées, pragmatiques, empreintes de raison. Youri n'est donc pas un déséquilibré.

Je connais beaucoup de panélistes ou des entreprises parties prenantes de ce forum. Vous êtes loin d'être fous.

Sa ka p pase la a ?

Si vous êtes fous, c'est qu'alors vous êtes fous d'Haïti.

Rien ne peut stopper ce genre de fous.

Voilà pourquoi je dis que ce forum est subversif.

Parce que vous menacez carrément le désordre existant. En fait, ce n'est peut-être pas un désordre, mais un véritable ordre, l'ordre inverse, au sens de la logique. Si c'est un ordre, il aura tendance à se stabiliser, à se perpétuer, par le jeu des acteurs qui en tirent un profit, comme je l'ai mentionné plus haut.

Voilà pourquoi il faut être subversif.

Voilà pourquoi il faut assumer cette forme de résistance que ce sommet engendre, mais une résistance soutenue, systématique, ordonnée, traçant la voie vers une nouvelle révolution.

Pour sonner l'heure du Galil et de l'AK 47.

Pour sonner l'heure de la fin du banditisme légal et tout ce qui va avec.

Je ne sais pas si vous vous en rendez compte. Vous êtes dans un domaine, le digital, qui est le vecteur d'une des plus grandes révolutions de l'histoire de l'humanité. Une révolution qui a transformé les modes de vie d'une grande partie de la planète.

Nous ne pouvons accepter, nous adapter au retard pris par Haïti dans ce domaine, retard que j'assimile à une menace pour la sécurité nationale, parce que ce qui est en cause, c'est l'enjeu de la prospérité économique de la nation.

Les organisateurs de ce sommet en ont pris conscience.

Et je salue l'audace, la ténacité et la vision de tous ces jeunes qui investissent leur temps, leurs ressources à la maîtrise de ce nouveau segment de l'économie.

Vous avez compris que les changements amorcés ne vont pas s'arrêter et vont se développer à un rythme accéléré. Et que nous devons nous mettre au pas.

J'ai confiance dans la soif d'apprendre de notre jeunesse, dans son sens de l'innovation et de la créativité.

La nouvelle économie que vous promouvez envoie à notre société un message nouveau, le message que tous ces jeunes qui trouvent une raison d'être dans le crime et le kidnapping, pourraient mobiliser toute cette énergie à détruire dans un nouveau rapport à la société les mettant en situation d'apprendre, d'entreprendre, de produire, d'innover, d'inventer et de créer de la richesse.

Cependant, quelle que soit votre créativité, quel que soit le niveau d'effort que vous aurez consacré à cette cause, il y a des contraintes qu'il faudra travailler à faire lever. Il y a un minimum que les dirigeants, légitimes ou pas, doivent consentir.

Le pays a besoin d'une vraie dorsale, un backbone national, c'est-à-dire sous contrôle de l'État et non des opérateurs, qui nous donne l'accès à l'internet à haut débit.

A l'heure du G5, nous n'avons même pas accès à un vrai G3. La nouvelle économie est fondée sur la connectivité et la transmission des data.

Pensez-vous qu'une seule fibre optique (celle qui aboutit à Kaliko) soit en mesure de desservir l'ensemble de nos départements ?

Comprenez-vous pourquoi le Grand Nord qui réunit 43% de notre population ne puisse pas avoir accès à un internet régulier et qu'il faille compter sur la roue libre accessible par satellite sur le prestataire dominicain Claro ?

Avec un investissement de 100 millions de dollars (moins que le montant volé par an par les politiciens en charge de l'État et autour de lui), le pays peut se doter d'une dorsale nationale capable de desservir, pour commencer, tous les chefs-lieux de nos départements.

Il y a encore d'autres contraintes dont je n'aurai pas le temps de parler ici.

Celle de la régulation, desservie par une institution clairement en sous-capacité d'action et un cadre légal désuet et inadapté. Les bricolages ne suffisent pas : que ce soit à travers les arrêtés hâtifs (comme pour la e-Gouvernance à la Primature, rapidement partie en fumée) ou le décret ad hoc, pour confirmer le mandat de l'IHSI dans le champ du numérique sans les moyens d'accompagnement.

Il nous faut un cadre légal moderne, qui définit le périmètre de l'État promoteur, régulateur, investisseur et des opérateurs, explicite les responsabilités de chaque acteur. Et qu'ensuite ce cadre légal soit relayé par des institutions solides, dotées de moyens financiers et des ressources humaines appropriées, et soustraites aux influences politiques de l'Exécutif et du Parlement.

Il nous faut aussi prendre en compte les contraintes relatives au système éducatif du pays et freiner rapidement l'érosion qui l'affecte dans toutes ses composantes, qualitatives, cognitives, stratégiques, organisationnelles, managériales et financières.

Je n'ai pas besoin de reprendre les généralités connues sur le rôle clé que joue l'enseignement supérieur dans le développement de toute nation. Nos économistes nous rappellent souvent qu'il n'existe aucun moyen de sortir le pays du cycle de la pauvreté sans un niveau élevé de croissance soutenue pendant plusieurs années, et que cette croissance ne peut être soutenue que par un niveau d'investissement raisonnable dans l'enseignement supérieur. Car c'est le système universitaire qui est doté du mandat de produire des diplômés appelés à devenir des dirigeants éclairés, des gestionnaires compétents, des fonctionnaires et des professionnels qualifiés et finalement des citoyens productifs dotés des attitudes fondatrices de la probité intellectuelle, de l'esprit critique et de la vigilance à l'égard de toutes les formes de manipulation et de totalitarisme.

Je m'arrête ici en vous disant bon succès pour ce premier sommet.

Jacky LUMARQUE